Qui sommes-nous ?

Le 05-04-2021

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Mais que veut le Pardem ?

Le parti de la démondialisation (Pardem) est un parti politique. Créé en 2016, il a pris racine dans l'expérience militante du Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP), de 2008 à 2015.

Délibérément inscrit dans le champ politique, dans le sens initial de ce qui fonde la citoyenneté, sans être inféodé à des pratiques électoralistes, il travaille à établir un programme dont une bonne partie est déjà publiée, une autre est en cours d'actualisation et, enfin, une troisième partie en cours d'écriture. Le programme complet sera édité à la fin de l'année 2022. Le sommaire figure dans la rubrique programme de ce site.

Il peut sembler étrange de créer un parti politique alors même que les citoyens se détournent de cette forme d'organisation. Mais, au-delà de la forme, ils les désertent plus probablement parce que les partis politiques existants depuis des décennies, de droite comme de gauche, les ont déçus, voire trahis.

Car, concrètement, quelles différences entre les politiques menées par Sarkozy, Hollande ou encore Macron ? Sur le fond aucune. Des détails pas plus. Toujours la même rengaine : moins de dépenses publiques, plus de générosité à l'égard des entreprises multinationales et du patronat en général, moins de protection sociale, moins d'emploi, moins de droits pour les salariés du privé et des fonctionnaires... Pas étonnant si l'on accepte de regarder la réalité institutionnelle et l'idéologie dominante : l'Union européenne fait la pluie et le beau temps en France, comme dans les autres pays de cette "Union" (mais il est vrai un peu moins en Allemagne...).

Les gouvernements n'ont en réalité que peu de marges de manœuvre. Les grands serviteurs de l'État ont été expulsés pour être remplacés par les grands serviteurs des banques et de leurs intérêts personnels.

Le Parlement doit obéir aux traités européens et aux directives et recommandations de la Commission. Mais il l'a bien voulu. Il l'a même choisi. L'introduction du Traité de Lisbonne de l'Union européenne dans la Constitution française (Titre XV), sans consultation du peuple, a été votée par le Congrès (députés et sénateurs) en 2008, donnant la priorité absolue à l'Union européenne, rayant d'un trait de plume le rôle réellement politique du parlement français.
Députés et sénateurs ont livré, pieds et poings liés, le peuple à l'insatiable appétit des riches. Ils ont sonné le glas de sa souveraineté et de sa citoyenneté.

Depuis lors, tous les projets de loi français sont assujettis à une compatibilité aux traités européens (inclus dans le Traité de Lisbonne). **Ainsi les partis politiques dits de "gouvernement" se sont-ils sciemment amputés de toute possibilité de changement de système politique**, trahissant leurs adhérents, leurs militants (surtout à "gauche"). Une seule idéologie (au-delà des mots et certains grands discours) préside désormais le pouvoir. D'autant que les grands médias sont les propriétés de la finance et des multinationales. Le néolibéralisme, dont l'Union européenne est un pilier essentiel, est ainsi devenu un dogme immuable auquel il n'est plus possible de toucher.

Ainsi les partis politiques se sont-ils coupés du peuple qui n'a pas digéré le coup d'État parlementaire de 2008. Et depuis lors la proportion d'abstentionnistes n'a pas cessé de grossir. Ce qui est parfaitement logique. Car pourquoi voter quand rien de nouveau ne peut en résulter ?

Car personne n'a oublié qu'en 2005, 55% des Français votaient non au TCE (Traité constitutionnel européen) après une grande et belle campagne partout en France, et ce malgré un texte rédigé en langue techno... Ce non fut alors comme un coup de tonnerre dans le ciel bleu étoilé des pro Union européenne. Le peuple était encore vivant ! L'Union européenne encaissait le premier véritable grand échec de son histoire. Car sans un oui des Français, le TCE était mort-né !

C'était sans compter les talents de caméléon de l'Union européenne : elle avait un plan B, le Traité de Lisbonne, évidemment adopté sans consultation du peuple !

Il est donc sensé de considérer que ce qu'a rejeté une très grande partie de nos concitoyens ce n'est pas la forme "parti" mais le rôle des "partis", devenus des valets, sans foi ni loi ! Idem pour leurs soi-disant représentants : élus députés et sénateurs notamment. Le clivage historique "gauche" et "droite" a alors perdu tout son sens.

Le Parti de la démondialisation annonce lui, la couleur : une rupture nette avec le système de l'Union européenne. Il dit pourquoi. Il dit comment. Il n'a pas hésité à se débarrasser des oripeaux de la "gauche" parce qu'elle ne défend plus ni les intérêts des classes populaires ni l'intérêt général, tout imbibée de dépendance à l'Union européenne.

Le Parti de la démondialisation veut renouer avec le vrai rôle d'un parti politique. Comme son nom l'indique, il veut que la France s'extirpe de la mondialisation néolibérale, tout en construisant une véritable coopération équilibrée entre les peuples et leurs États.

Son programme est conçu pour combattre les classes dominantes qui poursuivent aujourd'hui impunément leur enrichissement en inféodant les travailleurs, les condamnant à la précarité, voire à la misère, et qui cherchent à empêcher tout système démocratique. Le Parti de la démondialisation se place résolument du côté des classes dominées.

La "crise du Covid" a mis en évidence, chez la majorité de nos concitoyens, la réalité de la mondialisation néolibérale, phase actuelle du développement capitaliste qui prive la France de ses industries, de sa recherche, qui la rend dépendante de la production asiatique de médicaments, de matériel médical, de vaccins, qui paupérise les services publics et en tout premier lieu les hôpitaux publics, qui met en concurrence les salariés français avec les salariés des autres pays au mépris des acquis sociaux et aux dépends de la qualité de l'environnement et de la biodiversité.

Car oui nous subissons une double peine : celle de la mondialisation néolibérale (libre-échange, financiarisation de l'économie, liberté du capital et des marchandises, exploitation et pillages des pays d'Afrique notamment, dégradation de l'environnement, industrialisation de l'agriculture prédatrice des terres et des hommes, creusement des inégalités, institutions supranationales comme l'OMC, le FMI, la Banque mondiale, etc.) **ET celle de l'instrument qu'est l'Union européenne,** l'organisation supranationale la plus aboutie au monde. L'UE, en effet, a été conçue pour nous priver de notre souveraineté, de notre droit à décider de la société que nous voulons. Elle a confisqué notre droit souverain à battre monnaie par la création d'une monnaie unique, l'euro, confiant sa gestion hégémonique à la Banque centrale européenne (indépendante des Etats, ne pouvant prêter qu'aux banques et pas aux pays).

Le parti de la Démondialisation est donc engagé dans une lutte pour la sortie de l'Union européenne, de l'euro et de l'Otan, pour démondialiser et conquérir une véritable souveraineté nationale et populaire. Il agit pour convaincre, expliquant, pourquoi et comment il est indispensable de s'extraire des traités de libre-échange qui organisent une insupportable concurrence entre pays et

populations, toujours au bénéfice des grands actionnaires et de la finance internationale qui a colonisé la planète.

Qui sont les militants du Pardem ? D'où viennent-ils ?

Ce sont des citoyens et citoyennes des villes et des campagnes, des jeunes et des plus a?ge?s, des intellectuels et des ouvriers, des fonctionnaires et des salarie?s du prive?, des actifs et des syndicalistes, des prive?s d'emploi et des retraite?s, des auto-entrepreneurs, qui ont de?cide? de s'unir, de s'organiser en parti politique pour construire les conditions d'un changement profond de la socie?te?.

Les membres du Pardem sont parfois adhérents d'un parti politique pour la première fois. Certains furent jadis au Parti socialiste, au Parti communiste, à l'extrême-gauche. D'autres proviennent du gaullisme de gauche. **Ils et elles ont soutenu les Gilets jaunes dès leur apparition en novembre 2018,** participant à leurs actions, dans le respect de l'indépendance de ce mouvement inédit qui a mis en lumière "les invisibilisés" du système.

Unis dans une structure commune, les adhérents du Pardem ne se contentent pas de commenter l'actualité politique et sociale. **Ils proposent des solutions que vous pouvez découvrir dans la rubrique programme de ce site internet.** Par exemple : **le droit opposable à l'emploi** pour abolir réellement le chômage qui pèse sur la vie et l'avenir de chacune et de chacun, ou encore une **nouvelle architecture des institutions de la République** transformant radicalement le système représentatif actuel et accordant un véritable pouvoir au peuple.

Nos principales références ? Le programme du Conseil national de la Résistance, la Charte de la Havane, la déclaration de Cocoyoc.

Le Pardem est cofondateur et membre actif de la Coordination européenne pour la sortie de l'UE, de l'euro, de l'Otan et du néolibéralisme et membre de l'Assemblée internationale des peuples.

Alors, que dire de plus ? Rejoignez-nous ! Quels que soient votre âge, votre lieu d'habitation, votre profession, votre passé politique ou syndical ou associatif. Ce qui importe c'est là où nous voulons aller ensemble pour que cesse la destruction de la France et l'écrasement de son peuple !

Pour nous contacter, adhérer ou faire un don : www.pardem.org/participez

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire